



MOUVEMENT LUMUMBISTE PROGRESSISTE

Comité Exécutif National
CABINET DU PRESIDENT

N/Réf. : 0015/MLP/CE/CAB/FD/8/2022

Kinshasa le 8 août, 2022.

A la bienveillante attention de
Son Excellence Monsieur Joe BIDEN,
Président des Etats-Unis d'Amérique

c/o Son Excellence Monsieur Antony BLINKEN,
Secrétaire d'Etat,
Département d'Etat Américain,
Washington, D.C.
Etats-Unis d'Amérique.

Objet : Crise à l'Est du Congo,
agression rwandaise, climat politique
et processus électoral.

Excellence Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de saisir l'occasion nous offerte par la visite de Son Excellence Monsieur le Secrétaire d'Etat Américain dans notre pays, pour vous exprimer deux préoccupations qui nous tiennent à cœur.

La première concerne l'agression dont notre pays est victime de la part du Rwanda depuis plus d'un quart de siècle (28 ans). En effet, notre pays est victime d'une agression cachée derrière toutes sortes d'alibis depuis des années sous l'indifférence de la communauté internationale.

Parti politique reconnu en RDC par la Décision du Conseil des Ministres du 19 septembre 2003 et le Communiqué officiel du 29 septembre 2003, Signataire de l'Accord Global et Inclusif conclu à Pretoria (RSA) le 17 décembre 2002 à l'issue du Dialogue Inter Congolais

Siège National: avenue de l'enseignement n° 195/196 – C/ Kasa-Vubu / Kinshasa – République Démocratique du Congo
Devise : Seule la lutte libère ! Tél. +243 (0999927998) – E-mail : mlprogressiste@yahoo.fr – www.mlp-rdc.org

En voulant s'apitoyer sur le génocide rwandais qui a emporté 800.000 vies humaines, la communauté internationale a créé un problème plus grave au Congo qui compte maintenant plus de 10 millions de morts. Le Congo est le pays qui a connu la guerre la plus fatale depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, dépassant même l'Holocauste qui est estimé à 6 millions de morts. Nous nous abstenons d'entrer dans les détails concernant les responsables du génocide congolais, puisque nous estimons que le temps de rendre justice au peuple congolais est arrivé.

Point n'est besoin de rappeler que la crise à l'Est du Congo est de nature géopolitique, géostratégique et une tentative de balkanisation du Congo, ce à quoi nous nous opposerons jusqu'à notre dernière énergie. C'est cette nature multidimensionnelle qui explique son caractère cyclique. Et nous pensons que sans une implication sincère et directe des Etats-Unis, cette crise ne trouvera pas une solution définitive. Cette implication nous permettra de tourner cette page lugubre de notre histoire et nous engager définitivement dans la voie de la consolidation de la démocratie et le développement de notre pays.

Le MLP soutient donc la position prise par le Sénateur Robert MENENDEZ, président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat américain, dans la lettre qu'il a adressée à Son Excellence Monsieur Antony BLINKEN concernant la présence de l'armée rwandaise dans notre territoire. Nous apprécions aussi le dernier rapport des experts des Nations Unies qui confirme l'agression de notre pays par le Rwanda, bien que tard, car les dégâts causés au Congo sont inestimables.

A la lumière des bonnes relations développées entre votre Administration et le Congo, nous sollicitons de l'Amérique ce qui suit :

Primo : Que l'Amérique appuie la demande des Congolais du retrait, sans conditions, du M23 du territoire congolais. Car nous savons que c'est l'Armée rwandaise qui occupe notre territoire et non des prétendus rebelles congolais. Et que l'Amérique s'implique d'une manière directe et sincère pour mettre définitive fin à cette crise cyclique dans l'Est du Congo.

Secundo : Que l'Amérique, en sa qualité de membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies, demande au Conseil de Sécurité de tirer toutes les conséquences du dernier rapport de ses experts qui désignent le Rwanda comme un pays agresseur d'un autre pays membre des Nations Unies.

Tertio : Dans le cadre de notre Partenariat Privilégié pour la Paix et la Prospérité, que les Etats Unis interviennent directement en vue d'aider les Congolais à restaurer la paix et l'ordre dans l'Est du pays, parce que nous craignons que le peuple congolais soit à bout de patience et soit prêt à embrasser n'importe quelle puissance qui accepterait de mettre fin à cette guerre qui n'a que trop duré. Les dernières manifestations contre la MONUSCO confirment le ras-le-bol du peuple congolais.

Quarto : Enfin, que l'Amérique qui est bénéficiaire de droit de veto, pèse sur le Conseil de Sécurité pour la levée de l'embargo sur l'achat d'armes qui empêche le Congo d'organiser sa défense face aux agresseurs qui, eux sont bien servis en armements sophistiqués par ceux qui veulent perpétrer la guerre dans l'Est du Congo.

Nous sommes conscients que, c'est l'armée congolaise qui est la première responsable pour l'éradication de l'insécurité à l'Est de notre pays. Mais, nous savons aussi que la communauté internationale a été pour beaucoup dans l'affaiblissement de l'armée congolaise en y introduisant des Rwandais à travers les opérations de brassage et mixage des troupes pour mettre fin aux rébellions, alors que ces dernières restaient loyales au Rwanda et se multipliaient pour atteindre plus d'une centaine de groupes armés à l'heure actuelle.

Notre deuxième préoccupation concerne l'organisation des élections libres et transparentes au Congo en 2023. Le grand enjeu des élections réside dans l'acceptation ou le rejet des résultats. Le pouvoir et l'opposition dans notre pays ne s'accordent pas sur le processus électoral, notamment, par le manque de consensus dans le choix des animateurs pour l'organisation de ces élections. Du coup, le processus est entaché des soupçons de tricherie et de manipulations des résultats. Nous souhaitons donc que l'Amérique accompagne le processus dans toutes ses étapes en matière de financement et de logistique, afin de nous garantir des élections crédibles qui n'occasionneront pas une source de contestations et de conflit entre les Partis politiques.

Il est important de mentionner que l'opposition est contre tout glissement. Elle n'accepte pas de prolongation pour l'organisation des élections. Par ailleurs, l'opposition constate des pratiques antidémocratiques d'étouffement des opposants par la justice, l'armée, la police et les services de sécurité pour faire taire des voix discordantes. Ainsi donc, nous sollicitons l'aide de l'Amérique en vue de garantir le libre fonctionnement du contre-pouvoir et l'organisation des élections dans les délais constitutionnels, à l'effet d'aboutir à des élections démocratiques, transparentes, apaisées et inclusives.

Le MLP espère que ces préoccupations rencontreront une réponse favorable de la part de l'Administration américaine actuelle, et prie Son Excellence Monsieur le Président, d'agréer l'expression de ses hommages les plus déferents.

Président National du MLP,

Sé/ Honorable Franck DIONGO SHAMBA